

Une Europe qui lutte contre la crise écologique

Climat et énergie : vers un futur 100% renouvelable

Nos économies et sociétés se sont développées depuis la révolution industrielle grâce à une consommation toujours plus importante de produits énergétiques (charbon, pétrole, gaz, électricité...). Ce système atteint ses limites (climat, réserves...) sans pourtant bénéficier à tous (20% des terriens consomment 80% des ressources et 2 milliards ne consomment quasiment rien).

Face aux multiples contraintes et l'évidente exigence d'équité internationale nous devons aujourd'hui préparer des sociétés justes et sobres en énergie et approvisionnées à 100% par les énergies renouvelables. Il s'agit donc de passer à une logique de services énergétiques (par exemple, nous n'avons pas besoin d'électricité en tant que telle mais d'éclairage et d'appareils électriques, de fuel mais de chaleur) et se fixer comme objectif l'égalité d'accès de tous à ces services : mobilité, *chaleur*, etc.

Pour le climat, nous devons réduire massivement nos émissions de gaz à effet de serre, CO2 issu de la combustion d'énergie mais aussi méthane (CH4) émis par l'élevage, les déchets et les stations d'épuration des eaux. L'Union européenne (UE) doit se fixer un objectif de réduction de 40% pour 2025 au plus tard et de 90% pour 2050, par rapport au niveau de 1990. L'Europe doit jouer un rôle central dans l'obtention d'un accord international contraignant, dans le cadre des Nations Unies.

Pour y parvenir, l'Europe doit faire de l'efficacité énergétique une véritable priorité, en rendant légalement contraignant l'objectif de réduction de 20% de la consommation énergétique d'ici à 2020. Atteindre cet objectif passe par :

- une révision en profondeur de la politique des transports.
- un programme européen d'isolation de l'habitat
- un renforcement des politiques existantes d'efficacité des appareils

Ces politiques sont triplement gagnantes : économies d'énergies, réduction de la pauvreté énergétique (les ménages les plus modestes sont généralement ceux qui payent le plus cher pour se chauffer puisque leurs logements sont les plus mal isolés) et création d'emplois. Cf mesure 10 millions d'emploi en 10 ans.

Parce qu'ils n'apportent pas de réponse à la crise climatique mais engendrent des désastres écologiques et sociaux, nous continuerons notre combat contre les agro-carburants et pour l'abandon de l'objectif européen.

Proposition 7 - Une communauté européenne des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique- ERENE

Le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique sont déjà des politiques européennes relativement réussies, les freins venant de certains Etats. Le nucléaire reposant sur une ressource limitée – l'uranium – n'apporte aucune solution durable à la crise énergétique tout en présentant des risques inacceptables et une accumulation sans cesse croissante de déchets ingérables.

Nous proposons donc d'affirmer l'engagement de l'Europe en remplaçant Euratom par un texte instaurant « une communauté des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique » chargée de préparer un futur 100% énergies renouvelables, notamment par une réorientation majeure des crédits de la recherche.

Biodiversité : stopper la destruction !

Au niveau mondial, les scientifiques commencent à parler d' « extinction » au vu de la vitesse vertigineuse de la perte actuelle de biodiversité. Depuis 1950, l'Europe a de son côté perdu plus de la moitié de ses zones humides et la plupart de ses terres agricoles à haute valeur naturelle. La plupart des grands stocks halieutiques se situent sous les limites biologiques de sécurité et sont donc insuffisants pour assurer un renouvellement des stocks à long terme. 800 espèces végétales sont menacées d'extinction totale. Plus de 40 % des mammifères indigènes, des oiseaux, des reptiles ou encore des papillons sont menacés.

La biodiversité est essentiellement victime d'une agriculture intensive, des changements climatiques, de l'imperméabilisation des sols, de la surpêche... Protéger la biodiversité c'est donc l'intégrer dans les politiques sectorielles : infrastructures de transport, urbanisme, agriculture, pêche. L'adoption de la Directive cadre sur les sols ne peut par ailleurs plus être repoussée.

L'Europe est un espace géographique pertinent pour protéger la biodiversité et elle s'est déjà dotée d'outils et objectifs (directives oiseaux et habitats, objectifs de Göteborg...).

Nous proposons un plan d'action renforcé et tenant compte du bilan du plan précédent (2006) . Il intégrera notamment :

- une augmentation des moyens dédiés à Natura 2000
- la création de corridors écologiques reliant des zones Natura 2000
- une conditionnalité biodiversité pour les nouvelles infrastructures et aménagements.
- des mesures spécifiques pour les territoires européens outre-mer.

En matière de pêche, outre la poursuite du combat pour une politique des pêches protégeant les ressources et accompagnant la reconversion du secteur, nous nous intéresserons aux accords de pêche de l'UE avec des pays en voie de développement et à la pêche pirate.

Mais l'Union européenne a aussi un rôle à jouer sur la scène internationale. Elle doit en premier lieu stopper toute destruction, et payer sa « dette écologique » en finançant de grands travaux de restauration des écosystèmes.

Proposition 8 - Les grands chantiers de restauration des écosystèmes

L'urgence commande que l'Union européenne prenne l'initiative d'un programme mondial de grands travaux de génie écologique consacrés à la préservation, à la restauration et à l'entretien des écosystèmes (sols, mers, pêcheries, fleuves, forêts, prairies, savanes, zones humides, nappes phréatiques, glaciers, littoraux... qui sont autant de biens communs). De leur stabilité dépend en effet l'avenir de l'humanité et d'abord celui des populations locales qui en ont directement besoin.

Pourquoi ?

La santé d'une économie ne peut pas être dissociée de celle des milieux naturels dont elle dépend. Or, près des deux tiers des grands écosystèmes sont aujourd'hui en voie de saturation ou de régression. L'affaissement accéléré de la fertilité et de la diversité du vivant précipite le déclin économique et décuple la pauvreté. Ce phénomène menace directement la survie de plus de la moitié de l'humanité, principalement dans les pays du Sud. Il précipite les migrations et l'urbanisation sauvage en aiguisant les risques de conflits communautaires. Plus généralement, l'effondrement des écosystèmes prive l'ensemble de l'humanité des services irremplaçables que la nature lui rend. Il compromet les ressources de tous et hypothèque gravement l'équilibre global de la biosphère.

Comment ?

Un programme de grands travaux de génie écologique s'attachera à mettre en œuvre les actions de conservation, de restauration et d'entretien des écosystèmes, selon des méthodes adaptées aux différentes régions du monde, à leurs populations et à leurs cultures : régénération des sols, reforestation, développement de l'agro-foresterie, reconstitution des stocks halieutiques, stabilisation des nappes phréatiques, réhabilitation des zones humides, protection de la biodiversité...

De tels programmes ne peuvent se concevoir que comme des projets intégrés de développement mis en œuvre en associant étroitement les populations et acteurs économiques locaux, les associations et ONG de développement.